



Dessins l'avenir ensemble

31^e CONGRÈS DE LA FTQ // PALAIS DES CONGRÈS DE MONTRÉAL
DU 28 NOVEMBRE AU 2 DÉCEMBRE 2016



Rédaction

Isabelle Gareau

Collaboration

Atim León, Colin L'Ériger

Relecture

Manon Fournier, Marie-Claude Groulx, Catherine Veillette

Coordination de la publication

Isabelle Gareau

Photographies

Clément Allard, AQCPE, Normand Blouin, Michel Giroux, Cédric Martin, Myriam Payette Bourdages, Annie Thériault Roussel.

Mise en page

Anne Brissette

Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)

565, boulevard Crémazie Est, bureau 12100

Montréal (Québec) H2M 2W3

Téléphone: 514 383-8000

Sans frais: 1 877 897-0057



Télécopieur: 514 383-8004

www.ftq.qc.ca

Dépôt légal – 4^e trimestre 2016

Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ)

ISBN 978-2-89639-340-4

Imprimé par le service de l'imprimerie de la FTQ  



L'action politique, au cœur de notre projet

On évoque souvent, avec raison, la grande responsabilité qui accompagne le privilège d'avoir accès à des tribunes publiques. C'est avec ce sentiment de responsabilité, mais aussi de fierté et d'humilité que je m'adresse à vous ce matin. Parce que la FTQ, ce n'est pas Daniel Boyer, c'est vous. Vous. Des femmes, des hommes. Des jeunes, des moins jeunes. Des gens impliqués dans leurs milieux de travail, dans leurs syndicats, dans leurs conseils régionaux pour construire une société plus juste, une société plus égalitaire et plus démocratique.

Je me souviens comme si c'était hier de mon premier congrès de la FTQ. C'était en 1983, l'année où on a voté la création du Fonds de solidarité. J'étais un jeune militant dans mon milieu de travail, un centre d'accueil, et je commençais à m'impliquer au SQEES-298. C'était très impressionnant: les centaines de militantes et de militants réunis, provenant de tous les secteurs. La richesse des débats et des discussions a ouvert mes horizons sur de nouvelles réalités et de nouveaux enjeux.

Nous entamons aujourd'hui une semaine très chargée, mais surtout extrêmement stimulante. Nous aurons l'occasion, en commissions et en plénière, d'échanger et de discuter d'enjeux cruciaux pour les 600 000 travailleurs et travailleuses que nous

représentons, mais aussi pour l'ensemble de la société québécoise. Une société unique en Amérique du Nord que nous avons bâtie à l'image des valeurs que nous défendons. Une société qui se préoccupe du sort des travailleurs et des travailleuses, mais aussi des centaines de milliers de non-syndiqués, des jeunes, des chômeurs et des chômeuses, des personnes immigrantes et des personnes retraitées. Aujourd'hui, le Québec a besoin de notre engagement collectif pour défendre les acquis chèrement gagnés et dessiner un avenir que nous serons fiers de laisser à nos enfants.

Avant tout, je tiens à vous inviter à participer en très grand nombre aux commissions qui se tiendront mardi après-midi. Vous serez appelés à discuter de la hausse des inégalités sociales et des solutions pour les réduire. Parce que c'est ensemble que nous devons mener ces débats importants qui nous permettront d'atterrir sur un plan d'action concret. Et c'est ensemble que nous le réaliserons.

UN RETOUR SUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES

Au cours de notre dernier mandat, les attaques envers les travailleurs, les travailleuses, et le mouvement syndical ont été nombreuses. Et particulièrement vicieuses.





Rappelons-nous notre dernier congrès : à Québec, les libéraux avaient été renvoyés dans l'opposition après une mobilisation sans précédent du mouvement étudiant. Et à Ottawa, les conservateurs régnaient majoritaires, poursuivant leur refonte massive de la société canadienne.

Bien des choses ont changé depuis.

Dès leur retour au pouvoir, les libéraux de Philippe Couillard ont utilisé l'équilibre budgétaire comme prétexte pour revoir en profondeur le modèle québécois. Les politiques d'austérité mises de l'avant par ce gouvernement ont considérablement nui à l'accessibilité et l'universalité de nos services publics, notamment en santé et en éducation. Hausse des frais des services de garde, des budgets nettement inférieurs à la croissance des besoins, attaques sans précédent contre les politiques d'aide sociale. L'austérité a fait des ravages. Ce sont des élèves aux prises avec des difficultés d'apprentissage qui n'ont plus accès à un orthopédaogogue, des personnes âgées dont les heures de soins à domicile ont été revues à la baisse, des écoles qui ne peuvent plus offrir de l'aide aux devoirs ou de petits déjeuners ainsi que des milliers de travailleurs et de travailleuses de nos services publics qui sont surmenés et surchargés de travail.

En voulant accélérer le retour à l'équilibre budgétaire et le remboursement de la dette, tout en favorisant les baisses d'impôts, les libéraux de Philippe Couillard n'ont pas seulement saccagé nos services publics, ils ont anéanti toute forme de reprise économique. Alors que la crise de 2008 se fait toujours sentir au

Québec et ailleurs dans le monde, ce resserrement draconien des dépenses publiques a entraîné une stagnation de l'ensemble de notre économie. Exit la croissance, exit la création d'emplois. Une stratégie totalement irresponsable dont les effets se font ressentir dans l'ensemble des régions du Québec. Pas surprenant qu'on soit loin, mais ô combien loin, des 250 000 emplois que nous faisait miroiter Philippe Couillard lors des dernières élections.

Les conservateurs de Stephen Harper n'ont pas été de tout repos non plus, c'est le moins qu'on puisse dire. De prime abord, ils ont voulu changer profondément le modèle canadien en tentant de nous faire avaler deux idées loufoques. D'abord, en choisissant volontairement d'ignorer la science et les faits; ensuite, en considérant qu'ils étaient investis du pouvoir de décider de tout, sans consulter personne et sans tenir compte des avis des opposants. Une attitude cavalière, contraire au bon sens, contraire au pragmatisme et contraire à la culture du consensus qui nous anime.

Alors que le monde entier entrait en récession en 2008, les conservateurs, dans un geste d'une absurdité crasse, ont complètement massacré le régime d'assurance-emploi. Réduction des prestations, allongement du nombre d'heures travaillées pour être admissibles, élimination du programme pour les travailleuses et les travailleurs saisonniers, etc.

Les conservateurs ont de plus adopté plusieurs lois farouchement antisyndicales pour forcer le retour au travail lors de conflits chez Postes Canada, Air Canada



MYRIAM PAVETTE BOURDAGES

et Canadien Pacifique. Ils se sont aussi directement attaqués à nos droits syndicaux. Par exemple, les projets de loi C-525 pour faciliter la désyndicalisation des employés et employées de compétence fédérale et C-377 pour obliger les syndicats à publier tous les détails de leurs finances.

Ils ont également profité de leur majorité parlementaire pour s'en prendre directement aux fonds de travailleurs en éliminant leur crédit d'impôt. Pourtant, ceux-ci jouent un rôle déterminant dans la création d'emplois et la croissance économique au Québec. Une mesure pernicieuse qui a provoqué une réelle levée de boucliers, y compris dans le monde de la finance québécoise et du patronat.

Les conservateurs, qui ont plusieurs fois été rabroués par les tribunaux, rappelons-le, cherchaient avant tout à museler les syndicats et à limiter leurs activités politiques.

La confrontation était devenue inévitable. Par chance, la société québécoise et même l'ensemble du Canada peuvent compter sur la FTQ et sur un mouvement syndical fort et mobilisé. Ce n'est pas rien! Je dirais même qu'il y a beaucoup de nous autres dans la défaite des conservateurs de Harper en 2015.

C'est notamment grâce à notre action politique que nous avons pu les mettre dehors en octobre 2015. Non seulement nous avons réussi à nous en débarrasser, mais les libéraux portés au pouvoir ont clairement entendu les récriminations que nous avons à l'endroit des troupes de Stephen Harper. Déjà, bien qu'incomplète, la révision du régime d'assurance-emploi qui est en cours annonce un changement de

ton envers les chômeurs et les chômeuses. Les projets de loi C-377 et C-525 ont été abrogés. Et le crédit d'impôt pour les fonds de travailleurs a été rétabli.

Je tiens aujourd'hui à saluer cette immense victoire que nous avons remportée avec nos confrères et nos consœurs du mouvement syndical du reste du Canada. Une victoire pour l'emploi, pour la justice sociale et pour une juste redistribution de la richesse. Nous pouvons nous en réjouir.

Mais nous ne sommes pas naïfs. Bien qu'il ait pigé dans notre sac de valeurs, le gouvernement Trudeau est loin d'être parfait. Sur des enjeux majeurs, les libéraux fédéraux tardent à prendre position. Il sera intéressant de voir, au cours des prochains mois, comment ce gouvernement saura concilier les intérêts du Québec avec ceux des provinces pétrolières de l'Ouest canadien.

Au Québec, nous n'avons eu d'autre choix que de former les coalitions les plus larges possible afin de combattre les politiques d'austérité du gouvernement de Philippe Couillard. Le collectif Refusons l'austérité, mis sur pied avec nos alliés des autres organisations syndicales, des groupes communautaires et du mouvement étudiant, nous a permis de bien établir dans l'esprit de nos concitoyens et de nos concitoyennes que, quoiqu'en dise le gouvernement, il s'agissait bel et bien d'austérité et non de rigueur. Au fil de nos actions, nous avons réussi le pari de sensibiliser la population aux conséquences bien réelles de ces compressions budgétaires qui se répercutent principalement sur les travailleurs et les



travailleuses, les enfants, les plus démunis, les femmes et les personnes âgées.

Cette mobilisation n'est pas seulement parvenue à convaincre la population des dangers d'une telle politique budgétaire. Elle a pavé la voie à une mobilisation historique du mouvement syndical québécois, celle menée par des centaines de milliers de travailleurs et de travailleuses des secteurs public et parapublic.

Le Front commun a remporté plusieurs victoires importantes grâce à la mobilisation et à la détermination de plus de 400 000 travailleurs et travailleuses. De un, stopper ce gouvernement libéral qui voulait nous faire revenir 30 ans en arrière sur le plan des conditions de travail. Rappelons-nous les offres initiales du président du Conseil du trésor, Martin Coiteux, en décembre 2014: zéro – zéro – un – un – un. Des offres que nous avons qualifiées d' « insultantes, de méprisantes et d'arrogantes ». De deux, le Front commun a réussi à sortir le gouvernement d'un cadre financier qui aurait littéralement appauvri les travailleurs et les travailleuses des réseaux de la santé, des services sociaux et de l'éducation. Et de trois, et surtout, le Front commun a remporté la bataille de l'opinion publique en convainquant la population de la légitimité et de la nécessité de cette grève que nous avons menée en novembre et décembre 2015.

C'est une mobilisation historique qu'ont menée nos confrères et consœurs des secteurs public et parapublic. Le 3 octobre 2015, ce sont plus de 150 000 personnes qui sont descendues dans les

rues de Montréal pour dénoncer le mépris affiché par Martin Coiteux et ses collègues du Parti libéral. Au terme d'une grève tournante touchant toutes les régions du Québec, plus de 400 000 personnes ont débrayé le 9 décembre 2015 pour prendre part à la plus grande grève de l'histoire du Québec.

Confrères, consœurs, je tiens aujourd'hui à saluer cette mobilisation historique qui a forcé le gouvernement de Philippe Couillard à changer ses plans. Parce que non, ce n'est pas vrai que le retour à l'équilibre budgétaire allait se faire sur le dos de ceux et de celles qui prennent soin de nos enfants, de nos malades, de nos personnes âgées et des plus vulnérables de notre société.

Parlant du secteur public, je ne pourrais passer sous silence cette importante campagne qui a lieu présentement dans le secteur de la santé et des services sociaux. Rappelons-nous: en pleine négociation du secteur public et parapublic, notre très cher ministre de la Santé et des Services sociaux, Gaétan Barrette, déposait à l'Assemblée nationale le projet de loi n° 10 forçant la fusion de multiples établissements du réseau de la santé et des services sociaux. Par le fait même, le ministre Barrette provoquait la plus grosse période de votes d'allégeance syndicale. Une situation que nous avons dénoncée, avec nos partenaires du Front commun.

Bien que nous soyons parvenus à convaincre le gouvernement de reporter ces votes d'allégeance après les négociations, ceux-ci auront lieu tout prochainement. Pour le SCFP et le SQEES-298, ces votes seront déterminants pour notre présence dans les secteurs public et parapublic québécois.



Alors que nous sommes capables des plus grandes alliances, et ce, malgré certaines divergences – ne le cachons pas –, la FTQ et ses alliés des autres centrales s'entendent sur une chose : jamais, jamais le mouvement syndical québécois n'a souhaité une si grande entreprise de maraudage. Personne n'en sortira gagnant. Et je peux vous garantir une chose – et j'en prends à témoins mes camarades Jacques de la CSN et Louise de la CSQ ici présents : ni lui, ni elle, ni moi ne souhaitons voir l'une de nos centrales sortir affaiblie de ce processus. Qu'une centrale syndicale, quelle qu'elle soit, perde du terrain dans le secteur public québécois ne pourrait profiter à personne. Pour l'avancement des conditions de travail de nos confrères et de nos consœurs du secteur public, pour la défense de nos services publics, nous avons besoin d'une FTQ forte, d'une CSQ forte et d'une CSN tout aussi forte.

Tous les jours, sur le terrain, vous faites un travail extraordinaire pour défendre les intérêts des travailleurs et des travailleuses. Face à l'avidité toujours grandissante des patrons, à la quête de profits qui se fait trop souvent au détriment de nos conditions de travail, la négociation de conventions collectives reste notre outil de prédilection pour assurer une vie décente à nos confrères et à nos consœurs.

Mais plusieurs des batailles que nous menons ou que nous devons mener dans les prochains mois et les prochaines années ne s'inscrivent pas dans le cadre de relations de travail traditionnelles. C'est plutôt par une action politique non partisane, mais porteuse de

notre projet de société que nous relèverons les défis auxquels nous faisons face.

Repolitiser notre action syndicale était d'ailleurs le thème du séminaire organisé par notre service de l'éducation en avril dernier. Cet événement a été une occasion fantastique de discuter des moyens qui sont à notre portée pour contrer l'offensive de la droite et protéger nos acquis syndicaux et sociaux.

Mais il est vrai que ce n'est pas toujours facile pour nos militants et nos militantes d'aborder des contenus politiques. Il faut pourtant trouver des lieux et des moyens de faire davantage de formation politique. Ça va coûter beaucoup plus cher de ne rien faire. Comptons sur les 15000 militants et militantes que nous formons chaque année pour aller à la rencontre des membres!

Face à ceux et à celles qui s'interrogent sur la pertinence pour les syndicats de faire de l'action politique, on répond qu'il ne faut pas confondre action politique et partisanerie politique. Chaque année, la FTQ produit des mémoires sur les projets de loi déposés à l'Assemblée nationale. Nous portons ainsi les positions et les revendications adoptées en Congrès par les membres. Nous participons à des alliances et à de nombreuses tables de travail pour faire avancer nos priorités. Nous avons contribué à doter le Québec de politiques sociales que l'on ne retrouve pas ailleurs en Amérique du Nord. C'est aussi cela, faire de la politique! C'est dans notre mandat, dans nos responsabilités.

Ne pas s'occuper de la politique, c'est prendre le risque qu'elle s'occupe de nous! La récente élection



MYRIAM PAVETTE BOURDAGES

chez nos voisins américains nous a bien tristement démontré ce que les inégalités sociales et les écarts toujours grandissants entre les riches et les pauvres pouvaient engendrer comme colère et cynisme.

Récemment, je me suis amusé à retourner lire les discours de mes prédécesseurs aux congrès de la FTQ. L'action politique ? Vous ne serez pas étonnés d'apprendre que c'était déjà la pierre angulaire de notre projet de société !

En 1973, le confrère Louis Laberge livrait ce message aux congressistes de la FTQ : «[...] l'action politique est notre seule planche de salut. Nous devons remplir notre mission, qui est de défendre le travailleur, non seulement à son travail, mais dans sa vie quotidienne.»¹

Et c'est encore plus vrai en 2016. L'accès à un emploi de qualité pour tous et toutes, l'amélioration des régimes publics de retraite pour assurer une retraite décente à tous les Québécois et à toutes les Québécoises, la multiplication des clauses de disparité de traitement qui pénalisent les plus jeunes travailleurs et travailleuses – je pense ici aux luttes récentes de nos confrères et nos consœurs de Ciment Lafarge et de Brault & Martineau –, les attaques au droit à la libre négociation, l'avenir de Postes Canada, la réforme du mode de scrutin, la transition écologique, et, surtout, la hausse du salaire minimum à 15 \$ l'heure, voilà autant de combats que nous devons mener sur le front de l'action politique.

INTENSIFIER NOTRE LUTTE CONTRE LES INÉGALITÉS SOCIALES

L'ensemble de nos luttes, nous devons les mener sur plusieurs fronts. Tant auprès des gouvernements, pour le maintien de nos programmes sociaux et pour l'établissement d'une fiscalité et de lois du travail plus progressistes qu'auprès de nos employeurs pour de meilleures conditions de travail et une amélioration de la qualité de nos emplois.

Et ces luttes devront converger pour combattre les inégalités sociales qui gagnent du terrain, année après année, permettant aux plus riches de s'enrichir davantage et qui laissent pour compte les plus fragiles de notre société. Cette réalité, nous devons en discuter cette semaine : voilà pourquoi vous serez appelés à adopter un plan d'action pour, non seulement freiner leur progression, mais surtout pour les réduire.

Notre combat contre les inégalités sociales ne date pas d'hier. Dans un discours de 1965, Louis Laberge déclarait : « Notre syndicalisme ne survivra qu'en autant qu'il restera fidèle à sa raison d'être et à sa vocation première, qu'en autant qu'il restera du côté des faibles et des opprimés, contre les forts et les exploités. [...] nous n'avons pas le droit de nous désintéresser du sort des gagne-petits et des indigents. Qu'ils soient syndiqués ou non, syndiqués ou non, nous devons décupler nos forces afin de relever leur niveau de vie. Nous devons faire pression [...] pour que la prospérité que nous connaissons

1. FTQ, *Le combat inévitable*, discours inaugural du président Louis Laberge, 13^e Congrès de la FTQ, Montréal, 1973, p.69.



NORMAND BLOUIN

ne soit pas monopolisée par le petit nombre, mais s'étende à tous.»²

Au cours de son histoire, la FTQ a proposé à plusieurs reprises de hausser le salaire minimum afin que tous et toutes puissent vivre décemment. Avec sa campagne *Minimum 15 \$*, la FTQ s'est clairement positionnée du côté des plus pauvres et pour la réduction des inégalités sociales.

Au Québec, il y a environ un million de travailleurs et de travailleuses qui gagnent moins de 15 \$ l'heure. Ce monde-là, ce n'est pas dans les paradis fiscaux qu'ils placent leur argent! Rehausser le salaire minimum ne permettrait pas seulement de les sortir de la pauvreté: ça rendrait aussi possible l'injection de millions de dollars dans nos communautés locales et contribuerait ainsi à la relance économique et à la création d'emplois. Sans compter le fait qu'une hausse du salaire minimum créerait une pression vers le haut pour l'ensemble des salaires au Québec. Le salaire minimum à 15 \$ l'heure, ce n'est pas un idéal inatteignable. Grâce à notre action politique, le rêve pourrait devenir réalité très prochainement.

Notre congrès doit être l'occasion de faire converger nos luttes et de mettre sur pied des stratégies que vous devrez aller proposer et défendre dans vos syndicats, dans vos milieux de travail et auprès de nos 600 000 membres. Et nous devons, ensemble, faire les alliances nécessaires avec l'ensemble de nos partenaires de la société civile pour forcer le gouvernement à engager un vrai dialogue social et écouter ce que nous avons à dire.

2. FTQ, *Notre syndicalisme à l'heure du nouveau Québec*, Le discours inaugural du président Louis Laberge, 9^e Congrès de la FTQ, Montréal, 1965, p.20.

UNE DÉCLARATION DE POLITIQUE SUR L'EMPLOI ET LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES: INCONTOURNABLE

Nous aborderons cette semaine l'un des enjeux incontournables de notre époque: les changements climatiques.

La sonnette d'alarme a été entendue par la FTQ et par ses affiliés. Nous avons organisé une tournée sur les changements climatiques à travers le Québec afin d'aller rencontrer les membres et d'alimenter la réflexion pour la rédaction de la déclaration de politique qui vous sera présentée cette semaine.

Ces discussions ont mis en évidence que la lutte contre les changements climatiques doit devenir un enjeu syndical. Pourquoi? Parce que les mesures de réduction des émissions de gaz à effet de serre auront des impacts concrets sur l'emploi, plus particulièrement dans certaines régions et dans certains secteurs de l'économie. Il faut donc s'attendre à une restructuration majeure de l'économie et du marché du travail. De nouveaux secteurs émergeront; d'autres seront en déclin. Des emplois seront perdus; d'autres seront créés et plusieurs seront appelés à se transformer.

Tout en appuyant l'objectif de limiter le réchauffement climatique, nous demandons que la transition soit juste pour les travailleurs, les travailleuses et les communautés. Nous estimons aussi nécessaire que les syndicats soient impliqués de près dans la planification de la transition et que des politiques publiques appropriées soient adoptées par les gouvernements.



CLEMEN ALLARD

C'est pourquoi, chers confrères et chères consœurs, nous devons définir dès maintenant les bases d'une stratégie pour assurer une transition juste vers une économie plus propre, plus verte et plus égalitaire. Avec votre soutien, la FTQ peut et doit jouer un rôle de leader à l'échelle nationale et régionale. Et ce 31^e Congrès est une occasion idéale pour lancer un message syndical fort et inspirant en plus de mettre de l'avant nos revendications.

LES ÉLECTIONS D'OCTOBRE 2018 : UNE ÉCHÉANCE IMPORTANTE

Les libéraux règnent au Québec depuis beaucoup trop longtemps. Leurs politiques ont été désastreuses pour la population, mais extrêmement bénéfiques pour le club des 1% les plus riches. Il va falloir se préparer dès maintenant pour que plus jamais ne soit élu un gouvernement qui se bat autant contre les intérêts des travailleurs et des travailleuses.

Quand, au Québec, avons-nous vu un gouvernement bafouer aussi allègrement nos droits syndicaux les plus élémentaires et renier l'un des droits constitutionnels des plus fondamentaux, à savoir celui de pouvoir librement négocier une convention collective ? Quand, au Québec, avons-nous vu un gouvernement s'arroger le pouvoir – à l'extérieur du secteur public, on s'entend – d'imposer unilatéralement des modifications aux régimes de retraite pour les milliers de travailleurs et de travailleuses du secteur municipal ?

Flashback. 1975. Alors que Robert Bourassa multipliait les attaques contre le mouvement syndical, Louis Laberge s'exprimait ainsi au congrès de la FTQ : « *Il me semble qu'il ne devrait plus y avoir un seul membre des syndicats affiliés à la FTQ qui ne soit farouchement déterminé à se débarrasser des charognards libéraux qui règnent à Québec [...]. S'il en existe encore, c'est que nous n'avons pas fait le travail d'information et de politisation qui est le nôtre.* »³

40 ans plus tard, pas sûr que quelqu'un ici, dans la salle, aurait pu mieux dire.

Je répète, ce « *travail d'information et de politisation qui est le nôtre* ». Voilà ce à quoi nous sommes conviés au cours des trois prochaines années.

Parce que le prochain mandat de la FTQ, ce ne sera pas seulement celui de Serge et de moi, ou de quiconque qui serait élu à la direction de la FTQ cette semaine. Ce sera une responsabilité commune pour nous tous, nous toutes, ici présents.

Ces luttes que nous avons menées, nous avons le devoir de les poursuivre pour les trois prochaines années. Nous devons talonner les libéraux de Justin Trudeau pour nous assurer que nos revendications soient entendues par le gouvernement fédéral. Nous avons cette légitime responsabilité de combattre les politiques d'austérité néolibérales du gouvernement de Philippe Couillard pour faire en sorte que nos enfants, nos personnes âgées, les néo-Québécois et les néo-Québécoises, les travailleurs et les travailleuses que nous représentons puissent

3. FTQ, *Cible et force de frappe*, discours du président, 14^e Congrès de la FTQ, Québec, 1975, p.44.



ANNIE THÉRIAULT ROUSSEL

poursuivre l'épanouissement auquel n'importe quel citoyen et citoyenne devrait avoir droit au sein de la société québécoise. Cette responsabilité, elle incombe aux forces progressistes du Québec, notamment à la Fédération des travailleurs et des travailleuses du Québec, nous, la FTQ!

En terminant, j'aimerais attirer votre attention sur notre symbole, la flèche de la FTQ. Comme indiqué dans un document du Congrès de 1967 lors de son adoption : *« Le symbole de la FTQ est constitué d'une flèche dirigée vers le haut et surmontée d'un disque. Il représente en même temps le travailleur ou la travailleuse et le mouvement convergent des militants et militantes vers leur centrale. Le mouvement ascendant de la flèche suggère également l'aspiration à un relèvement constant du niveau de vie rendu possible par la force que représente le disque parfait de la solidarité. Enfin, le rouge est la couleur associée à la revendication et à l'action. »* Si le symbole de la FTQ a résisté à l'usure du temps, c'est parce que son design est intemporel, tout comme nos valeurs et nos convictions profondes.

L'avènement d'une société plus juste, plus verte, plus égalitaire et plus solidaire, c'est ce que je nous souhaite à tous et à toutes. La revendication et l'action : ce sont les moyens par lesquels nous y parviendrons.

Bon congrès à tous et à toutes !

Daniel Boyer
28 novembre 2016



FONDS

de solidarité FTQ



Desjardins
Caisse des Travailleuses
et Travailleurs unis



SAI
LES SERVICES ACTUARIELS

SSQ *Groupe
financier*

Deloitte.



PHILION LEBLANC BEAUDRY
AVOCATS s.à.s.

RS
rivest shmidt
ORDRE DU TRAVAIL DU QUÉBEC



Fédération
des travailleurs
et travailleuses
du Québec

FTQ

www.ftq.qc.ca

565, boulevard Crémazie Est
Bureau 12100
Montréal (Québec) H2M 2W3

Téléphone • 514 383-8000
Sans frais • 1 877 897-0057
Télécopieur • 514 383-8004